

cette période, rentrés dans l'ombre — comme leurs aînés internationalistes-anti-autoritaires après la répression de 1874 — et, on doit le reconnaître, seuls les révisionnistes avaient manifesté, pendant la dictature, quelque activité. Ces « révisionnistes » ou « politiciens », comme les appelaient leurs adversaires, les « anarchistes-spécifiques », se trouvaient à la tête de la C. N. T. au moment où la République fut proclamée. Leur syndicalisme « révolutionnaire » était de la même veine que celui de Jouhaux de la C. G. T. française. On leur a accolé toute la responsabilité de la politique du « bloc sans principes » avec les républicains, la collaboration étroite avec la bourgeoisie, signe caractéristique des premiers moments de la république espagnole. Ils se solidariseront avec le Manifeste publié à Barcelone par les partisans de la République, sur la base d'un programme d'action qui comportait : 1° la séparation des pouvoirs; 2° reconnaissance à tous les citoyens, de droits individuels et sociaux; 3° reconnaissance aux groupes fédérés en vertu de leur propre culture; 4° Liberté de pensée. Séparation de l'Église et de l'État; 5° Réforme agraire; 6° Réformes sociales au niveau des États capitalistes les plus avancés.

Voilà pour 1931.

En 1936, on verra les « F. A. Iste » à la tête de la C. N. T., entrer non au « Gouvernement », mais au « Conseil » de la Généralité de Catalogne, avec un programme qui comporte : la création de milices, pour maintenir l'ordre public (lire : police !); des milices de guerre obligatoires (lire : armée !); défense de la petite propriété et des libertés « traditionnelles » de la Catalogne.

Il nous reste à parler du parti communiste. Il a surgi en Espagne, comme ailleurs, dans l'immédiat après-guerre, au travers de la transformation de la Jeunesse socialiste en Parti Communiste, à laquelle est venue se joindre une gauche socialiste. Le fait que les parrains du mouvement communiste furent Borodine — dont on connaît l'activité en Chine où il fut l'artisan de la défaite du prolétariat chinois — et le député opportuniste italien Graziadei suffisent à expliquer que ce parti devait rester un avorton que l'internationale même considérait comme la plus insignifiante de ses sections.

En se basant sur les chiffres les plus op-

timistes, on ne trouve que quelques centaines de membres, si toutefois on peut employer ce mot, car en 1934, le Parti Communiste espagnol ne tenait pas encore la liste de ses affiliés. Il groupait plutôt une clique d'aventuriers incompetents et sans scrupules que l'I. C. régulièrement venait remplacer par des éléments qui ne valaient pas mieux. Pendant toute la période de la dictature, le P. C. E. ne donna pas signe de vie et resta ignoré de presque tout le monde. Une certaine influence communiste qui se fit sentir dans les syndicats en Biscaye et aux Asturies, n'était qu'une activité de quelques éléments de la base, en dehors de toute directive des chefs.

À Barcelone, principal centre industriel de l'Espagne, le Parti Communiste, jusqu'à ces derniers temps, fut absolument inexistant (il comptait une cinquantaine de membres tout au plus, au début des événements de cette année).

La question nationaliste, qui a tant d'importance, même dans la C. N. T. — (voir ses dernières déclarations sur les libertés traditionnelles de la Catalogne) — avait provoqué, à la veille des événements de 1931, la création d'un parti communiste catalan qui soutenait l'idée de l'indépendance de la Catalogne et pour lequel il existait, non une bourgeoisie espagnole exploitant le prolétariat espagnol, mais une bourgeoisie catalane et un prolétariat catalan tous deux exploités par l'État Central. Dans ce parti, on retrouve les premiers noyaux du bloc ouvrier et paysan de Maurin, qui joua un certain rôle au début de la République et qui, par après, devait donner naissance à l'actuel P.O.U.M.

Avec Bèrenquer, qui n'a fait que prolonger Primo de Rivera, se termine la période de la « manière forte » de la bourgeoisie Main de fer dans un gant de velours, car il faut bien dire que la férocité de la dictature n'est qu'une légende. En réalité, il n'y eut que des arrestations et même pas en très grand nombre.

Par exemple, le terrorisme à Barcelone, — exercé par ce même Anido, que la Révolution de 1936 se contenta d'emprisonner pour le laisser échapper par après — s'était manifesté auparavant, au moment de la poussée ouvrière.

La dictature fut une forme de politique instable oscillant entre les exigences des agrariens et des industries agricoles et cel-

les des industries moyennes qui avaient pris naissance à la périphérie (l'ascension de Primo de Rivera fut poussée par l'industrie de transformation de la Catalogne).

Devant la dévaluation de la peseta, la fuite des capitaux à l'étranger, l'anarchie croissante, économique et politique, (relices à la crise mondiale), devant le danger d'une recrudescence des conflits sociaux, la bourgeoisie eut recours à une seconde manière de domination, la forme démocratique, en faisant appel à sa « réserve » : les républicains, les socialistes, les centristes.

Les événements ultérieurs démontrent à satiété, en Espagne comme ailleurs, le caractère bourgeois de l'idéologie républicaine.

On sait maintenant que les principaux leaders républicains ne considéraient pas que leur heure fût venue. Ils craignaient, disaient-ils, de paraître trop radicaux. Tout en reconnaissant que c'était le moment de recueillir les fruits d'une situation antimonarchique et antiréactionnaire, ils estimaient que cette tâche revenait surtout aux monarchistes qui venaient de se rallier à la conception républicaine : aux Zamora et aux Maura. C'est-à-dire à ceux qui envisageaient la création d'une république parlementaire, conservatrice et catholique. Le programme minimum des républicains à cette époque comportait l'acceptation de la nomination par arrêté royal aux postes de député provincial et de conseiller (système déjà en vigueur sous Bèrenquer).

Tous acceptèrent une action commune avec les politiciens des diverses tendances qui n'osaient pas encore se déclarer républicains et qui, tout en continuant à se proclamer monarchistes, réclamaient la convocation des Cortès plus ou moins constituantes. Les organisations ouvrières, y compris la C. N. T. s'engageaient à soutenir cette agitation « dans la rue ».

Devant un mouvement ouvrier paralysé par la conception réformiste du « pablisme » et la passivité des anarcho-syndicalistes, à la remorque de conceptions petites-bourgeoises, — grattez l'anarchiste et vous trouverez le petit-bourgeois — en s'explique les ravages que purent faire les illusions démocratiques.

Les événements se précipitent. Après l'échec du soulèvement de décembre 1930, le gouvernement de Bèrenquer fit des démarches en vue de hâter les élections géné-

rales, espérant ainsi renforcer sa position en rentrant dans « l'ordre constitutionnel ».

La date des élections fut fixée au mois de mars 1931, mais les partis de l'opposition refusèrent d'y participer en alléguant que la loi martiale et la censure militaire leur empêchaient toute campagne électorale.

Cette menace des républicains et des socialistes de boycotter les élections s'ajoutant au fait que des milieux monarchistes toujours plus nombreux réclamaient une assemblée constituante accompagnée d'une enquête ayant pour but d'établir la responsabilité du Roi dans la dictature, provoquèrent en février 1931 la chute de Bèrenquer. La tâche de constituer le nouveau gouvernement fut confiée à Sanchez Guerra, du parti libéral-historique des Romanones, parti qui représentait les intérêts des agrariens et qui, tout en étant opposé à la dictature à cause de sa politique marocaine et extérieure, constituait le plus solide appui de la monarchie. Mais déjà, dans ce parti, quelques éléments, comme Alcala Zamora, s'étaient ralliés à la République et d'autres, comme Sanchez Guerra, étaient partisans de la convocation d'une Constituante.

Mais Sanchez Guerra échoua dans sa tentative de constituer le gouvernement, par suite du refus des républicains d'y participer.

Ce fut un gouvernement de transition qui fut constitué sous la Présidence de l'Amiral Aznar.

Tout en maintenant leur boycottage des élections parlementaires, socialistes et républicains présentèrent des listes communes aux élections municipales qui eurent lieu le 12 avril 1931. On en connaît les résultats : la défaite écrasante des monarchistes dans presque toutes les grandes villes. Les campagnes étaient restées fidèles aux partis monarchiques, mais cela n'empêcha pas le dénouement de la situation : le départ du roi Alphonse XIII et la formation d'un Gouvernement provisoire, dont Alcala Zamora fut le Président et auquel participaient trois socialistes.

Le fait que le général Sanjurjo, alors directeur général de la garde civile (gendarmerie) fut celui qui régla la conversion pacifique de la monarchie en république, était en soi déjà tout un programme.

Nous ne tarderons pas à le vérifier au cours d'un prochain article.

GATTO MAMMONE